

L'avenir de l'école

Une urgence, un enjeu de société...

L'Éducation Nationale, et particulièrement le 2nd degré, font partie des secteurs les plus fortement mobilisés depuis la rentrée : 5 journées de grèves depuis le 6 septembre, une présence très massive de ses personnels dans les manifestations, des mobilisations qui se multiplient dans les établissements...

Une mobilisation massive de notre profession pour défendre nos retraites et exiger une autre politique pour le Service Public d'Éducation que le gouvernement est en train de démanteler à coups de dizaines de milliers de suppressions de postes, à coups de « réformes » dont le but est de « financer » les suppressions de postes, remettre en cause les missions du Service Public et instaurer une École à plusieurs vitesses.

Le soutien massif de l'opinion publique, pour lequel la mobilisation des personnels de l'Éducation Nationale et l'intense campagne qu'ils ont menée en direction des parents et de l'opinion sur le dossier des retraites et sur celui de l'Éducation, ont joué un **rôle très important**, est l'un des **atouts majeurs** du mouvement social actuel.

Après une rentrée 2010 catastrophique, la nouvelle vague de suppressions de postes décidées pour 2011 (17000 dont 5000 dans le 2nd degré pour 62000 élèves en plus) montre combien **il est urgent d'amplifier l'action pour imposer un changement radical de politique éducative**, action que demandent un nombre croissant de collègues en collège, en lycée technologique, comme dans les lycées en général.

Depuis le début des mobilisations, le Snes a constamment mené de front l'action pour les retraites et pour la défense de l'École et mis en avant leur cohérence, que traduit la dimension politique que prend le mouvement social actuel.

« **Un avenir pour les jeunes, c'est une formation de qualité pour tous, un vrai emploi, une vraie retraite** ». Sur ce thème, la mobilisation des lycéens et des étudiants pose à sa façon des questions similaires en mettant en avant ce qui est un véritable enjeu de société.

Il est aujourd'hui indispensable d'intervenir avec plus de force et de détermination dans le débat public, de peser davantage encore dans l'opinion, en particulier les parents d'élèves, de poser au plus haut niveau l'exigence d'une autre politique pour le Service Public d'Éducation, pour les jeunes, pour notre métier.

Ce sera aussi - c'est déjà - un des enjeux de la campagne des élections présidentielles. Ce dont témoignent 2 documents parus récemment.

- l'appel de 50 chercheurs « ***pour une grande réforme démocratique de l'École*** »

- le **projet du Parti Socialiste sur l'Éducation**, dévoilé dans Le Monde, qui reprend avec un vernis de modernité, des idées et des modes de fonctionnement vieux de plusieurs dizaines d'années, et apparaît très éloigné des réalités « du terrain », des demandes des jeunes et des exigences de notre profession. Un projet qui montre que **nous devons compter sur nous-mêmes, qu'il est urgent de mobiliser la profession pour faire entendre par tous et au plus haut niveau son exigence d'une politique éducative ambitieuse**, porteuse des principes de démocratisation et d'un enseignement de qualité pour tous les jeunes, et qui respecte nos métiers.

Bernard Duffourg